

b) uniquement pour les activités « vie » et dans les limites fixées par le Roi :

1° une quotité des bénéfices futurs de l'entreprise relatifs à ces activités.

2° les frais d'acquisition non amortis contenus dans les provisions techniques. »

§ 3. L'article 15, § 1er, de la loi est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Il détermine également, pour les entreprises visées à l'article 14, § 2, 2e alinéa, la façon de ventiler les éléments de marge entre les deux groupes d'activités, le mode d'imputation des résultats aux marges ainsi obtenues ainsi que les conditions de transfert d'une marge à l'autre. »

Art. 3. A l'article 16, § 1er, alinéa 3, de la même loi, les mots « réserves mathématiques » sont remplacés par les mots « réserves ou provisions mathématiques de bilan ».

Art. 4. A l'article 63, § 4, de la même loi, les mots « pratiquent, conformément à leur objet social, les prêts hypothécaires par intervention, ou qui » sont supprimés.

Art. 5. L'article 63 de la même loi est complété par les paragraphes suivants :

« § 5. Sous réserve du § 7 du présent article, les entreprises exerçant en Belgique une activité « vie » à la date du 15 mars 1979 bénéficient pour cette activité d'un délai de cinq ans expirant le 14 mars 1984 pour se conformer aux obligations imposées par l'article 15.

« § 6. Sous réserve du § 7 du présent article, les entreprises dont la marge de solvabilité à constituer en vertu de l'article 15 § 1er, 4ème alinéa, relative à leur activité « vie », n'atteint pas à la date du 15 mars 1984, le minimum du fonds de garantie fixé en vertu de l'article 15, § 2, peuvent être dispensées de l'obligation de constituer ce fonds avant la fin de l'exercice pour lequel la marge de solvabilité précitée atteint ce fonds de garantie.

« Toutefois, les dispenses accordées en application de l'alinéa 1er, prennent fin le 14 mars 1989.

« § 7. Les entreprises doivent, pendant la période où elles bénéficient des dispenses visées aux §§ 5 et 6 du présent article, satisfaire aux obligations qui leur étaient imposées à la date du 15 mars 1979 en vertu de l'article 15 tel qu'il était en vigueur à cette époque. »

Art. 6. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

b) alleen voor de activiteiten « leven », en binnen de door de Koning vastgelegde grenzen :

1° een deel van de toekomstige winsten van de onderneming, die betrekking hebben op die activiteiten.

2° de niet afgeschreven acquisitiekosten die in de technische provisijs bevat zijn. »

§ 3. Artikel 15, § 1, van de wet wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

« Hij bepaalt ook, voor de bij artikel 14, § 2, 2e lid, bedoelde ondernemingen van de marge tussen beide activiteitsgroepen uitgesplitst worden, de wijze waarop de resultaten aan de aldus bekomen marges worden toegerekend evenals de voorwaarden voor overdracht van een marge naar de andere. »

Art. 3. In artikel 16, § 1, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « wiskundige reserves » vervangen door de woorden « wiskundige balans reserves of provisijs ».

Art. 4. In artikel 63, § 4, van dezelfde wet worden de woorden « overeenkomstig hun maatschappelijkdoel, de hypotheecaire leningen met interventie beoefenen of » geschrapt.

Art. 5. Artikel 63 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 5. Onder voorbehoud van § 7 van dit artikel beschikken de ondernemingen die in België op datum van 15 maart 1979 een activiteit « leven » uitoefenden, voor wat die activiteit betreft, over een termijn van vijf jaren die eindigt op 14 maart 1984, om zich naar de bij artikel 15 opgelegde verplichtingen te schikken.

« § 6. Onder voorbehoud van § 7 van dit artikel kunnen de ondernemingen, waarvan de krachtens artikel 15, § 1, vierde lid, samen te stellen solvabiliteitsmarge voor hun activiteit « leven », op datum van 15 maart 1984, het bij artikel 15, § 2, vastgelegde minimumwaarborgfonds niet bereikt, vrijgesteld worden van de verplichting om dit fonds samen te stellen vóór het einde van het boekjaar waarin de voormelde solvabiliteitsmarge dit waarborgfonds bereikt.

« De vrijstellingen die met toepassing van het eerste lid zijn toegekend, eindigen evenwel op 14 maart 1989.

« § 7. Gedurende de periode waarin ze van de bij §§ 5 en 6 van dit artikel bedoelde vrijstellingen genieten, moeten de ondernemingen voldoen aan de verplichtingen die hun op 15 maart 1979 volgens het alsdan bestaande artikel 15 waren opgelegd. »

Art. 6. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

F. 81 — 973

9 JUNI 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 mars 1976 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'arrêté royal du 12 mars 1976 fixant la date à laquelle certains articles de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances entrent en vigueur et portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances;

N. 81 — 973

9 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 maart 1976 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 maart 1976 tot vaststelling van de datum waarop sommige artikelen van de Wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen in werking treden en houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen;

Vu la consultation de la Commission des Assurances;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

la loi : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

le règlement général : l'arrêté royal du 12 mars 1976 fixant la date à laquelle certains articles de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, entrent en vigueur et portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances.

l'Office : l'Office de Contrôle des Assurances institué par la loi.

Art. 2. L'article 11 du règlement général est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. Les limites visées à l'article 15, § 1er, alinéa 2, sixième tiret de la loi sont fixées comme suit :

1° pour la quotité des bénéfices futurs de l'entreprise relatifs aux activités « vie » : 50 p.c. de la moyenne des bénéfices réalisés pendant les 5 dernières années dans ces activités, en ce compris les participations bénéficiaires, multipliée par un facteur n'excédant pas 10 représentant la durée résiduelle moyenne des contrats.

2° pour les frais d'acquisition non amortis contenus dans les provisions techniques : la différence entre les provisions mathématiques de bilan non ou partiellement zillmerisées et les provisions mathématiques de bilan totalement zillmerisées, cette différence étant toutefois réduite du montant des commissions et frais d'acquisition à amortir correspondants qui figurent à l'actif du bilan.

§ 2. Les entreprises visées à l'article 14, § 2, 2e alinéa de la loi sont tenues de respecter les règles suivantes en ce qui concerne la façon de ventiler les éléments de marge entre les deux groupes d'activités, le mode d'imputation des résultats aux marges ainsi obtenues ainsi que les conditions de transfert d'une marge à l'autre :

1° Pour la période s'étendant jusqu'au 15 mars 1984 :

a) les éléments de marge spécifiques à chaque groupe d'activités, notamment les éléments visés au paragraphe 1er, sont attribués à la marge correspondante.

b) les éléments de marge non spécifiques à l'un des groupes d'activité sont attribués à l'une ou l'autre des marges, au choix de l'entreprise.

2° Pour la période postérieure au 15 mars 1984 :

a) les éléments de marge provenant d'augmentations de capital ou de toute autre ressource étrangère à chacun des groupes d'activités, sont attribués à l'une ou l'autre des marges au choix de l'entreprise.

Toutefois, si la marge de solvabilité d'un groupe est insuffisante, l'attribution se fait conformément au plan de redressement ou de financement exigé en application de l'article 26 de la loi.

b) les éléments des affectations et prélèvements énumérés au compte de résultat du chapitre I, section II de l'annexe à l'arrêté royal du 12 novembre 1979 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées en application de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances, sont attribués à chacune des deux marges :

— en fonction de leur origine pour les éléments spécifiques;

— selon une clé de répartition que les entreprises soumettent à l'approbation de l'Office, pour les éléments non spécifiques.

c) Si dans chacun des deux groupes d'activités la marge constituée est suffisante, l'entreprise peut effectuer le transfert d'éléments excédentaires aires que ceux visés au § 1er, d'une marge à l'autre après en avoir averti l'Office. Celui-ci s'oppose aux transferts s'ils sont de nature à porter préjudice aux intérêts respectifs des personnes tenant leurs droits des contrats « vie » ou « non-vie », ou s'ils ont pour effet de transférer d'une manière systématique les résultats d'un groupe d'activités vers l'autre. L'Office doit notifier à l'entreprise son opposition ou son assentiment dans le délai d'un mois à partir de l'avertissement, à défaut de quoi les transferts pourront être effectués.

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische zaken,

Hobben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In dit besluit wordt bedoeld met :

de wet : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

het algemeen reglement : het koninklijk besluit van 12 maart 1976 tot vaststelling van de datum waarop sommige artikelen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen in werking treden en houdende algemeen reglement betreffende de controle op de Verzekeringsondernemingen.

de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door de wet.

Art. 2. Artikel 11 van het algemeen reglement wordt vervangen door de volgende beschikkingen :

« § 1. De grenzen bedoeld bij artikel 15, § 1, tweede lid, zesde streepje van de wet worden bepaald als volgt :

1° voor het deel van de toekomstige winsten van de onderneming die betrekking hebben op de activiteiten « leven » : 50 pct. van de gemiddelde winst die gedurende de 5 laatste jaren in die activiteiten gemaakt werd, winstdeelnemingen inbegrepen, vermenigvuldigd met een factor die 10 niet overschrijdt en die de gemiddelde resterende looptijd van de contracten voorstelt.

2° voor de niet afgeschreven acquisitiekosten bevat in de technische provisies : het verschil tussen de niet- of gedeeltelijk gezillmerde wiskundige balansprovisies en de volledige gezillmerde wiskundige balansprovisies, waarbij dit verschil evenwel verminderd wordt met het bedrag van de overeenstemmende af te lossen commissie-lonen en acquisitiekosten die op de actiefzijde van de balans vermeld zijn.

§ 2. De bij artikel 14, § 2, 2e lid van de wet bedoelde ondernemingen moeten de volgende regels in acht nemen wat betreft de wijze waarop de elementen van de marge uitgesplitst worden tussen beide activiteitsgroepen, de wijze waarop de resultaten aan de aldus bekomen marges worden toegerekend, evenals de voorwaarden voor overdracht van een marge naar de andere :

1° Voor de periode tot 15 maart 1984 :

a) worden de elementen van de marge die eigen zijn aan elke activiteitsgroep zoals de in § 1 bedoelde elementen aan de overeenkomende marge toegekend.

b) worden de elementen van de marge die niet eigen zijn aan een van de activiteitsgroepen aan de ene of andere marge toegekend, naar keuze van de onderneming.

2° Voor de periode na 15 maart 1984 :

a) worden de elementen van de marge die voortkomen van kapitaalverhogingen of een aan elk van de activiteitsgroepen vreemde oorsprong hebben, aan de ene of de andere marge toegekend, naar keuze van de onderneming.

Nochtans, indien de solvabiliteitsmarge van een groep onvoldoende is, gebeurt de toekenning overeenkomstig het herstel- of financieringsplan dat bij toepassing van artikel 26 van de wet wordt geëist.

b) worden de elementen van de verwerking van de resultaten opgesomd in de resultatenrekening van hoofdstuk I, afdeling II van de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 november 1979 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen die zijn toegelaten bij toepassing van de wetgeving betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, aan elk van de beide marges toegekend :

— in functie van hun oorsprong voor de specifieke elementen;

— volgens een verdeelsleutel, die de ondernemingen voorleggen ter goedkeuring door de Controledienst, voor de niet specifieke elementen.

c) Indien in elk van beide activiteitsgroepen de samengestelde marge voldoende is, mag de onderneming overgaan tot de overdracht van elementen op overschot andere dan die bedoeld in § 1, van de ene marge naar de andere na de verwittiging van de Controledienst. Deze kan zich verzetten tegen deze overdrachten indien ze de respectieve belangen van de personen die rechten bezitten voortvloeiend uit de contracten « leven » of « niet-leven » kunnen schaden, of indien ze de systematische overdracht van de resultaten van de ene activiteitsgroep naar de andere tot gevolg heeft. De Dienst moet aan de onderneming kennis geven van zijn verzet of zijn instemming binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de verwittiging, zo niet mogen de overdrachten worden uitgevoerd.

Si la marge de solvabilité d'un groupe est insuffisante, l'Office peut autoriser un transfert vers le groupe défaillant dans le cadre du plan de redressement ou de financement exigé en application de l'article 26 de la loi.

Art. 3. Le point B de l'article 12 du règlement général est remplacé par la disposition suivante :

« B. Branches d'assurances classées sous les numéros 18 à 20 de l'annexe 1.

a) Pour les activités des branches 18 et 19 autres que les assurances complémentaires, le montant de la marge à constituer est égal à la somme des deux résultats suivants :

Premier résultat :

Une fraction égale à 4 p.c. des provisions mathématiques de bilan relatives aux opérations directes et aux acceptations en réassurance multipliée par le rapport existant pour le dernier exercice, entre le montant des provisions mathématiques de bilan, déduction faite des cessions en réassurance, et le montant brut de ces provisions; ce rapport ne peut en aucun cas être inférieur à 85 p.c.

Cette fraction est ramenée à 1 p.c. pour les activités relevant de la branche 19 dans la mesure où l'entreprise n'assume pas de risque de placement et lorsque les frais de gestion à charge du preneur sont fixés pour une période supérieure à 5 ans; à défaut de cette dernière condition, la fraction est nulle.

Second résultat :

Une fraction égale à 0,3 p.c. des capitaux sous risque pris en charge par l'entreprise multipliée par le rapport existant, pour le dernier exercice, entre le montant des capitaux sous risque demeurant à charge de l'entreprise, après cession et rétrocession en réassurance et le montant des capitaux sous risque sans déduction de la réassurance; ce rapport ne peut en aucun cas être inférieur à 50 p.c. pour l'ensemble des deux branches.

Toutefois, pour les assurances temporaires en cas de décès, non renouvelables par tacite reconduction, d'une durée maximale de 3 ans, la fraction mentionnée ci-dessus est ramenée à 0,1 p.c.; pour celles d'une durée supérieure à 3 ans et ne dépassant pas 5 ans, cette fraction est ramenée à 0,15 p.c.

b) Pour les assurances complémentaires des branches 18 et 19, le montant de la marge à constituer est égal au résultat du calcul tel qu'il est déterminé au point A ci-dessus sous la rubrique « premier résultat », le montant de 500 millions de francs étant toutefois remplacé par 405 millions de francs.

c) Pour les activités de la branche 20, le montant de la marge à constituer se détermine de la même manière que le montant relatif à la branche 19, premier résultat, en remplaçant les provisions mathématiques par les fonds gérés.

Art. 4. L'article 13 du règlement général est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. Le minimum absolu du fonds de garantie est fixé à :

- 10 millions de francs pour les branches n° 9 et 17;
- 15 millions de francs pour les branches n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 16;
- 20 millions de francs pour les branches n° 10, 11, 12, 13, 14 et 15;
- 33 millions de francs pour les branches n° 18, 19 et 20.

Les trois premiers montants du minimum absolu du fonds de garantie énumérés à l'alinéa précédent sont ramenés respectivement à sept millions et demi, à onze millions et à quinze millions de francs pour les associations d'assurances mutuelles qui pratiquent exclusivement le système de la cotisation variable.

Si l'activité d'assurance tant en Belgique qu'à l'étranger, s'étend sur plusieurs branches du groupe d'activités « non-vie », seule est prise en considération pour le calcul de la marge de ce groupe la branche qui exige le minimum absolu du fonds de garantie le plus élevé.

§ 2. La marge de solvabilité relative au groupe d'activités « vie » doit être constituée à concurrence de 50 p.c. du fonds de garantie, avec un minimum de 33 millions de francs, par les éléments autres que ceux visés à l'article 15, § 1, 6e et 7e, de la loi.

Indien de solvabiliteitsmarge van een groep onvoldoende is, kan de Controledienst een overdracht naar deze zwakke groep toelaten binnen het kader van het herstel- of financieringsplan dat in toepassing van artikel 26 van de wet geëist wordt.

Art. 3. Punt B van artikel 12 van het algemeen reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

« B. Verzekeringstakken gerangschikt onder de nummers 18 tot 20 van bijlage 1.

a) Voor de activiteiten van de takken 18 en 19, uitgezonderd voor de aanvullende verzekeringen, is het bedrag van de samen te stellen marge gelijk aan de som van de volgende twee berekeningen :

Eerste berekening :

Een gedeelte dat gelijk is aan 4 pct. van de wiskundige balansprovisies die betrekking hebben op de rechtstreekse zaken en de in herverzekering aangenomen zaken, vermenigvuldigd met de voor het laatste boekjaar bestaande verhouding tussen het bedrag van de wiskundige balansprovisies, met aftrek van de in herverzekering afgestane zaken, en het brutobedrag van deze provisiën; deze verhouding mag in geen geval kleiner zijn dan 85 pct.

Dit gedeelte wordt tot 1 pct. herleid voor de activiteiten van tak 19 voor zover de onderneming geen beleggingsrisico op zich neemt en wanneer de beheerskosten ten laste van de verzekeringnemer vastgesteld worden voor een periode die langer is dan 5 jaar; bij afwezigheid van deze laatste voorwaarde is het gedeelte gelijk aan nul.

Tweede berekening :

Een gedeelte dat gelijk is aan 0,3 pct. van de risicokapitalen, ten laste van de onderneming, vermenigvuldigd met de voor het laatste boekjaar bestaande verhouding tussen het bedrag van de risicokapitalen, ten laste van de onderneming na cessie en retrocessie in herverzekering, en het bedrag van de risicokapitalen zonder aftrek van de herverzekering; deze verhouding mag in geen geval kleiner zijn dan 50 pct. voor beide takken samen.

Wat betreft de tijdelijke verzekeringen bij overlijden die niet hernieuwd kunnen worden door stilzwijgende verlenging en die een maximale looptijd van 3 jaar hebben, wordt echter het hierboven vermelde gedeelte tot 0,1 pct. herleid; voor deze met een looptijd van meer dan 3 jaren en minder dan 5 jaren, wordt dit gedeelte tot 0,15 pct. herleid.

b) Voor de aanvullende verzekeringen van de takken 18 en 19 dient de samen te stellen solvabiliteitsmarge gelijk te zijn aan de uitkomst van de berekening zoals ze in punt A hierboven beschreven werd onder de rubriek « eerste berekening », waarbij het bedrag van 500 miljoen frank echter vervangen wordt door 405 miljoen frank.

c) Voor de activiteiten van tak 20 wordt het bedrag van de samen te stellen marge op dezelfde manier bepaald als het bedrag met betrekking tot tak 19, eerste berekening, waarbij de wiskundige provisiën vervangen worden door beheerde kapitalen.

Art. 4. Artikel 13 van het algemeen reglement wordt door de volgende beschikkingen vervangen :

« § 1. Het absolute minimum van het waarborgfonds wordt vastgelegd op :

- 10 miljoen frank voor de takken nrs. 9 en 17;
- 15 miljoen frank voor de takken nrs. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 16;
- 20 miljoen frank voor de takken nrs. 10, 11, 12, 13, 14 en 15;
- 33 miljoen frank voor de takken nrs. 18, 19 en 20.

De eerste drie in voorgaand lid opgesomde bedragen van het absolute minimum van het waarborgfonds worden respectievelijk herleid tot zevenenhalf miljoen, elf miljoen en vijftien miljoen frank voor de onderlinge verzekeringsverenigingen die uitsluitend met veranderlijke bijdragen werken.

Indien de verzekeringsactiviteit, zowel in België als in het buitenland, betrekking heeft op meerdere takken van de groep van activiteiten « niet-leven », wordt voor de berekening van de marge van deze groep, slechts rekening gehouden met de tak van de groep die het hoogste absolute minimum van het waarborgfonds vereist.

§ 2. De solvabiliteitsmarge met betrekking tot de groep van activiteiten « leven » dient samengesteld te worden tot beloop van 50 pct. van het waarborgfonds, met een minimum van 33 miljoen frank, door andere elementen dan die bedoeld in artikel 15, § 1, zesde streepje van de wet.

Art. 5. L'article 14 du règlement général est complété par la disposition suivante :

« Les entreprises dont le siège social est situé dans la Communauté et qui à la date du 15 mars 1979 pratiquaient sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté autre que la Belgique, le cumul des deux activités visées à l'article 14, § 1er de la loi, peuvent, lors de la création d'une filiale en Belgique pour pratiquer l'activité « vie » et pendant une période de dix ans à compter du 15 mars 1979, faire usage des conditions et facilités visées à l'article 35 de la première directive du Conseil du 5 mars 1979, portant coordination de dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe sur la vie et son exercice, pour autant qu'elles n'exercent pas en Belgique des activités dans d'autres branches que celles de l'activité « vie ».

Art. 6. L'article 23 du règlement général est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23. — Les dispenses visées aux §§ 3 et 6 de l'article 63 de la loi sont accordées par l'Office, à la requête de l'entreprise intéressée ».

Art. 7. § 1er. Le titre de l'annexe 1 au règlement général « Classification des risques par branche » est remplacé par le titre « Classification des risques par groupe d'activités et par branche ».

§ 2. Il est inséré avant les points 1 à 17 de l'annexe 1 au règlement général le sous-titre « Groupe d'activités « non-vie » et avant les points 18 à 20 de cette même annexe le sous-titre « Groupe d'activités « vie ».

§ 3. Le texte du point 18 de l'annexe 1 au règlement général est remplacé par le texte suivant :

« 18. Assurances sur la vie, de nuptialité et de natalité non liées à des fonds d'investissement :

- assurances sur la vie;
- assurances de nuptialité et de natalité ».

Art. 8. Les points H et K de l'annexe 2 au règlement général sont remplacés par les points suivants :

« H. « Toutes branches non-vie » comprenant toutes les branches d'assurances énumérées à l'annexe 1 sous les numéros 1 à 17;

K. « Toutes branches vie » comprenant toutes les branches d'assurances énumérées à l'annexe 1 sous les numéros 18 à 20 ».

Art. 9. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

F. 81 — 974

22 MAI 1981. — Arrêté ministériel déterminant les valeurs de la constante k, pris en exécution de l'article 120 du Règlement général sur les installations électriques approuvé par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire ledit Règlement pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, notamment l'article 120;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa premier, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Art. 5. Artikel 14 van het algemeen reglement wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De ondernemingen waarvan de maatschappelijke zetel in de Gemeenschap is gelegen en die op 15 maart 1979 op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Gemeenschap dan België de twee in artikel 14, § 1 van de wet bedoelde activiteiten uitoefenen, kunnen, bij de oprichting van een dochteronderneming in België om de activiteit « leven » uit te oefenen en gedurende een periode van 10 jaar met ingang van 15 maart 1979, gebruik maken van de voorwaarden en faciliteiten bedoeld bij artikel 35 van de eerste richtlijn van de Raad van 5 maart 1979 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot het directe levensverzekeringsbedrijf en de uitoefening daarvan voor zover zij in België geen andere activiteiten uitoefenen dan « leven ».

Art. 6. Artikel 23 van het algemeen reglement wordt door volgende beschikking vervangen :

« Artikel 23. — De vrijstellingen bedoeld in §§ 3 en 6 van artikel 63 van de wet worden door de Controledienst toegestaan, op aanvraag van de betrokken onderneming ».

Art. 7. § 1. De titel van bijlage 1 van het algemeen reglement « Indeling van de risico's per tak » wordt door volgende titel vervangen : « Indeling van de risico's per groep van activiteiten en per tak ».

§ 2. Vóór de punten 1 tot 17 van bijlage 1 van het algemeen reglement wordt de ondertitel « Groep van activiteiten « niet-leven » ingelast, evenals vóór de punten 18 tot 20 van diezelfde bijlage, de ondertitel « Groep van activiteiten « leven ».

§ 3. De tekst van punt 18 van bijlage 1 van het algemeen reglement wordt door volgende tekst vervangen :

« 18. Levens-, bruidschats- en geboorteverzekeringen niet verbonden met beleggingsfondsen :

- levensverzekeringen;
- bruidschats- en geboorteverzekeringen ».

Art. 8. Punten H en K van bijlage 2 van het algemeen reglement worden door volgende punten vervangen :

« H. « Alle takken niet-leven » bestaande uit alle verzekerings-takken opgesomd in bijlage 1 onder de nrs. 1 tot 17;

K. « Alle takken leven » bestaande uit alle verzekeringstakken opgesomd in bijlage 1 onder de nrs. 18 tot 20 ».

Art. 9. Onze Minister van Economische Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

N. 81 — 974

22 MEI 1981. — Ministerieel besluit tot bepaling van de waarden van de constante k, genomen in uitvoering van artikel 120 van het Algemeen Reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij bedoeld Algemeen Reglement voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie, bindend wordt verklaard

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, inzonderheid op artikel 120;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;